

### *Les crédits*

statistiques et que je constate les ravages que le SIDA fait parmi nos jeunes, j'en viens à la conclusion que nous devons, en dépit du manque de ressources, non pas réduire l'importance que nous accordons aux programmes de santé mais au contraire l'intensifier davantage.

Il y a 25 ans nous apprenions le triste sort des enfants victimes de la thalidomide et nous ne devons jamais oublier ces jeunes Canadiens, que le gouvernement doit à mon avis aider et indemniser dès que possible. Ils ne peuvent plus attendre encore bien longtemps.

De 1986 à 1996, le gouvernement aura réduit de 40 milliards de dollars ses subventions au FPE. Jamais dans l'histoire des relations fédérales-provinciales, les compressions auront atteint une telle ampleur. Pour compenser la perte de cette aide fédérale, les provinces et les municipalités devront soit augmenter les taxes, soit réduire les services. Étant donné la nature prioritaire des soins de santé, ainsi que de l'aide aux assistés sociaux, et de l'enseignement de qualité, les provinces, qui devront assumer les responsabilités que leur aura ainsi transmises le gouvernement fédéral, seront contraintes d'accroître les taxes. Selon des statistiques diffusées hier, d'ici la fin du siècle, soit dans quelques années seulement, le SIDA aura fait 10 millions d'orphelins dans le monde entier. Malheureusement, le Canada ne sera pas épargné.

• (1600)

Il est tragique de voir un enfant mourir du SIDA, mais ce qui est encore plus tragique et bouleversant, c'est de voir une mère qui se rend compte qu'elle pourrait mourir très prochainement, en sachant qu'elle a infecté son bébé et qu'elle laissera aussi très souvent d'autres enfants orphelins.

En 1993, plus de 7 000 Canadiens porteurs du VIH auront développé le SIDA. Le Canada possède l'un des taux d'infection les plus élevés du monde industrialisé et l'épidémie se propage rapidement. Selon l'Association canadienne de santé publique, 50 000 Canadiens sont aujourd'hui infectés par le VIH.

Plusieurs organisations cherchent à prévenir la maladie et à informer la population des dangers d'infection, mais tant que nous n'aurons pas trouvé un remède contre ce fléau, et il faudra à cette fin consacrer des fonds à la recherche et au développement, nous devons prendre soin des malades. L'Institut canadien de la santé infantile affirme que: «Au milieu des années 1980, les enfants canadiens étaient en moins bonne santé que ceux des autres pays occidentaux.» Au milieu des années 1980, le taux de mortalité infantile au Canada, à 7,9 pour 1 000

naissances vivantes, était supérieur à celui du Japon, où il atteignait 6,0 pour 1 000 naissances vivantes, et à celui de plusieurs autres pays occidentaux. Ce taux est traditionnellement considéré comme un bon indice de l'état de santé des enfants dans une société.

Au Canada, le taux de mortalité des enfants d'âge scolaire, de toutes causes, est supérieur au taux enregistré en Suède, aux Pays-Bas, au Japon, en Allemagne et en Angleterre. Ce taux est tout simplement inacceptable aux yeux des Canadiens. Dans le cas des décès causés par des blessures, les statistiques pour le Canada sont encore plus alarmantes. Au Canada, il y a 13 décès pour 100 000 enfants d'âge scolaire, ce qui nous place devant huit autres pays de l'Ouest pour le nombre de décès d'enfants attribuables à des blessures.

Chez les adolescents, le taux de mortalité enregistré au Canada est presque deux fois plus élevé que celui des Pays-Bas. Il y a même des inégalités entre les divers groupes d'enfants au Canada. Le taux de mortalité infantile est une fois et demie plus élevé en Saskatchewan et à Terre-Neuve qu'en Ontario et au Québec. En 1986, le taux de mortalité était 56 p. 100 plus élevé pour les enfants pauvres que chez les plus riches et il fallait encore doubler ces 56 p. 100 pour obtenir le taux de mortalité des enfants autochtones. C'est inacceptable.

Le gouvernement joue à la roulette russe avec notre régime de services de santé. Il ne cherche peut-être pas à le faire disparaître, mais, comme le député qui m'a précédé l'a si bien dit, le ministre des Finances doit cesser de sabrer dans nos programmes sociaux dans ses efforts incessants pour équilibrer le budget. Cela ne tient tout simplement pas debout. Il est faux de prétendre que nos programmes sociaux sont la cause du déficit. Il n'en est rien. La recherche des causes de nos difficultés ouvrirait tout un autre débat, mais nos programmes sociaux n'y sont pour rien.

À une certaine époque, notre régime d'assurance-maladie faisait l'envie de nombreux pays. En fait, la plupart des Américains renonceraient à leur propre régime pour se joindre au nôtre s'ils le pouvaient, c'est-à-dire au régime tel qu'il existait autrefois et tel qu'il a été implanté par les libéraux sous la conduite de M. Pearson. Les incidents déplorables se sont par trop multipliés ces derniers temps. Les listes d'attente sont interminables. On dit qu'une personne sur quatre attend une intervention chirurgicale, comme mon collègue l'a signalé tout à l'heure. Les chirurgies sont retardées, les urgences sont bondées et le plus déplorable est sans doute l'absence totale de programmes et de soins adéquats pour les